

Texte action congrès FSU Moselle

13 décembre 2024

La colère est grande dans la fonction publique.



Les personnels ne supportent plus **les contrevérités et les discours qui relèvent du « fonctionnaire bashing »**. Contrairement à ce qu'un ex-président de la République, repris de justice, s'est cru autorisé à déclarer, les professeur.es travaillent bien plus de 40 heures par semaine, mais aussi le week-end et pendant les vacances scolaires. Ils font tenir à bout de bras, avec les autres personnels de l'Éducation nationale, une École publique déjà exsangue suite aux coupes budgétaires et des politiques menées depuis plusieurs années.

Les personnels ne supportent plus qu'on leur « **fasse les poches** ». Le passage de 1 à 3 jours de carence et la baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie envisagées par le précédent gouvernement, sont des mesures punitives. Les fonctionnaires ne doivent plus être considérés comme coupables quand ils sont malades alors même que les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la dégradation de leurs conditions de travail et, en définitive, de leur santé.

Les personnels ne supportent plus la **dégradation continue de leur pouvoir d'achat** avec le gel de la valeur du point d'indice et l'absence de mesure salariale pour les agents. C'est inacceptable. Cette absence de revalorisation et même de considération ne peut qu'aggraver la crise de recrutement qui progresse dans l'Éducation nationale comme dans toute la Fonction publique et qui fragilise le service public d'Éducation.

Les personnels ne supportent plus **les suppressions de postes** : si le prochain gouvernement devait maintenir le projet de nombreuses suppressions de poste, celles-ci iraient encore dégrader davantage les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels dans les écoles, collèges et lycées. Dans notre académie, la baisse démographique annoncée est l'opportunité d'améliorer partout les conditions de la réussite de tous les élèves notamment en diminuant les effectifs des classes, en assurant le remplacement partout, dans le premier comme dans le second degré, et en améliorant l'offre de formation.

Les personnels ne supportent plus qu'on leur impose des **contre-réformes pourtant unanimement rejetées**. Le « Choc des savoirs » imposée par les précédents ministres, contre l'avis de la profession, des organisations syndicales représentatives et des parents d'élèves, renonce à l'ambition de faire grandir et étudier ensemble tous les élèves. Qui voudrait, pour lui-même, être scolarisé dans le groupe de niveau « faible » ? Qui supporterait qu'on lui interdise l'accès au lycée ou de se voir assigné, dès l'entrée au collège, l'apprentissage « non désiré » comme seul horizon ? L'École publique n'a pas besoin de ce prétendu « Choc des savoirs », qui doit être abrogé, mais d'un choc des salaires et des moyens.

Les personnels ne supportent plus une **réforme de l'enseignement professionnel** contre laquelle ils ont manifesté clairement leur refus. Une réforme qui vise à remettre en cause la formation professionnelle initiale sous statut scolaire au bénéfice de l'apprentissage patronal et qui a conduit, dans notre académie, à la fermeture de plusieurs BTS ainsi qu'à celle de lycées professionnels, dont celle du lycée professionnel de Landres prévue à la fin de l'année scolaire en cours.

L'École publique est à un point de bascule. La France est le pays où les enseignant.es sont parmi les moins bien rémunérés d'Europe, le pays qui compte les classes parmi les plus chargées dans le 1^{er} comme le 2nd degré et où les personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé, pourtant essentiels pour la réussite et le bien-être des élèves, sont sous-rémunérés au sein de la Fonction publique d'État.

La FSU porte une toute autre exigence : une École publique aux personnels revalorisés et à la professionnalité respectée ; une École publique ambitieuse pour l'ensemble des élèves qui les porte au plus haut niveau de formation et de qualification avec un accès le plus large possible à l'enseignement supérieur.

La mobilisation du 5 décembre pour défendre la fonction publique a été un succès ! Plus de 50% de grévistes dans les écoles de Moselle ! 1500 personnes présentes à la manif à METZ , dont près de la moitié dans le cortège de la FSU !

Le 5 décembre était **un ultimatum adressé au président et au futur gouvernement.**

Nous savons que le fonctionnaire bashing est suffisamment partagé pour ne pas être à l'abri de nouveaux coups bas portés contre les personnels.

La FSU Moselle alerte solennellement le futur gouvernement, quel qu'il soit, nous ne tolérerons pas de nouvelles dégradations des salaires et des conditions de travail.

Nous continuons d'exiger :

- **une revalorisation du point d'indice et la suppression du Pacte.** Tous les personnels doivent être revalorisés, sans contreparties et un vrai statut doit être créé pour les AESH.

- **Des postes doivent être créés** pour diminuer les effectifs dans les classes et pour améliorer les conditions de travail de tous les personnels.

La FSU suivra de près l'élaboration du budget de l'État qui conditionne les moyens pour la rentrée 2025 et la possibilité de revaloriser les rémunérations.

La FSU appelle à poursuivre la mobilisation des AESH : pour la création d'un corps de catégorie B intégrant et reclassant les AESH déjà recrutés, l'assurance de rémunérations à temps complets et l'abandon des PIAL. Ainsi la FSU appelle une journée de mobilisation AESH le jeudi 16 janvier 2025 pour dénoncer les dysfonctionnements actuels, la précarité et gagner sur nos revendications (statut, temps complet, salaires, abandon des PIAL...).

La FSU poursuivra les actions pour obtenir **l'abrogation de la loi TFP** pour le rétablissement des commissions paritaires.

La FSU s'adresse également aux partis du NFP, dont elle a soutenu le programme, pour qu'ils élaborent une stratégie lisible et efficace à même d'obtenir, au Parlement, **l'abrogation de la réforme des retraites de 2023**. La FSU dénonce la tentative de récupération politique et l'imposture sociale de l'extrême droite via sa proposition de loi sur l'abrogation de la réforme des retraites qui ne répond pas aux enjeux, ni économiques, ni sociaux, d'un système de retraite solidaire.

La FSU Moselle appelle donc à poursuivre la mobilisation contre la réforme des retraites, pour nos salaires, contre les suppressions de postes, pour nos métiers et pour l'Ecole publique dans les semaines qui viennent : **actions locales, pétition départementale sur l'école inclusive, stages syndicaux et réunions syndicales avec les personnels, rassemblements et actions dans le cadre de la carte scolaire, interpellations publiques sur les enjeux du budget pour l'École et celles et ceux qui la font vivre au quotidien, grève là où les collègues le décident, avec en perspective une nouvelle grève en janvier dans la fonction publique.**

Pour mobiliser les personnels, la FSU Moselle a conscience de la nécessité de poursuivre et d'amplifier les rencontres avec eux par **le biais de tournées dans les écoles, les établissements, les services.**